

Extrait du Spyworld Actu

<http://www.spyworld-actu.com/spip.php?article47>

La crise des otages français sombre dans la confusion

- Terrorisme - France -



Date de mise en ligne : samedi 2 octobre 2004

Spyworld Actu

PARIS (Reuters) - La crise des otages français en Irak a sombré dans la confusion après l'échec, vendredi, d'une tentative de sauvetage annoncée par le député UMP Didier Julia, en mission dans la région sans l'aval des autorités françaises.

Le député UMP avait déclaré vendredi à Damas attendre l'arrivée des journalistes Christian Chesnot et Georges Malbrunot avant d'annoncer dans la soirée que des tirs de l'armée américaine et "d'autres émissaires porteurs de valise" avaient empêché leur libération.

Un porte-parole de l'armée américaine, cité par la BBC, a cependant démenti ces informations.

Selon Le Monde daté du 3 octobre, Didier Julia se serait envolé pour Amann puis Damas à bord d'un avion du président ivoirien Laurent Gbagbo, qui soutiendrait sa tentative de médiation officieuse auprès des ravisseurs.

L'initiative du député UMP semble avoir plongé le gouvernement dans l'embarras, même si celui-ci n'a pas condamné immédiatement sa démarche dans l'espoir d'une issue positive.

La seule déclaration officielle de la journée de vendredi est venue du Premier ministre Jean-Pierre Raffarin, qui est resté d'une extrême prudence.

"Nous disposons de nouvelles qui ne sont pas aujourd'hui complètes. Nous sommes dans une hypothèse qui reste pour nous la première hypothèse, c'est-à-dire une hypothèse favorable de libération, mais les conditions sont particulièrement difficiles dans un pays particulièrement chaotique", avait-il précisé.

Le président de l'Assemblée nationale, Jean-Louis Debré, a souligné pour sa part que la démarche de Didier Julia n'engageait ni le palais Bourbon ni la France.

Samedi, l'entourage du président Jacques Chirac a fait savoir que la mission privée de Didier Julia ne semblait pas aujourd'hui positive.

"Pendant un jour ou deux jours, on s'est dit que s'il y avait quelque chose de vrai dans ce qu'ils disaient, on ne pouvait pas l'ignorer totalement. Il ne nous semble pas aujourd'hui que cette mission soit très positive. Nous espérons surtout qu'elle ne sera pas négative", a-t-on expliqué.

"CACOPHONIE"

La presse française a souligné pour sa part "l'extrême confusion" et la "cacophonie" résultant de cette initiative et a exprimé son scepticisme sur les accusations portées par le député UMP envers les forces de la coalition.

Selon Philippe Evanno, l'un de ses proches, les tirs américains contre le convoi qui devait conduire les journalistes jusqu'à Damas ont fait six morts, tous Irakiens, mais les deux journalistes sont sains et saufs.

Il a ajouté que Chesnot et Malbrunot n'étaient plus aux mains de leurs ravisseurs de l'"Armée islamique en Irak", mais en compagnie d'un "groupe de la résistance irakienne" qui cherche à les libérer.

La crise des otages français sombre dans la confusion

Il a expliqué que le convoi avait été pris sous le feu des forces américaines et qu'il n'avait donc pas pu se rendre jusqu'à la frontière syrienne. Il n'a pas donné plus de détails sur l'endroit où se trouvent actuellement les deux journalistes français.

En milieu de journée, vendredi, un autre proche de Didier Julia, Philippe Brett, interrogé par téléphone sur Europe 1, avait annoncé être aux côtés des deux otages et négocier leur libération prochaine.

Prié de dire si les deux journalistes étaient avec lui, il avait répondu : "La réponse est oui".

La France avait envoyé jeudi le secrétaire général du Quai d'Orsay, Jean-Pierre Lafon, à Amman, en Jordanie, dans le cadre des efforts déployés pour obtenir la libération de deux journalistes.

La libération en début de semaine des otages italiennes Simona Pari et Simona Torretta a redonné espoir en une libération prochaine des deux Français.

Jeudi, l'Elysée, le Quai d'Orsay et le ministère de la Défense avaient fait part - avec des nuances - de leur scepticisme à propos des initiatives d'émissaires non officiels en faveur de la libération des otages français.

Didier Julia a assumé l'envoi en Irak de Philippe Brett, président de l'OFDIC (Office français pour le développement de l'industrie et de la culture). Cette association a notamment milité pour la levée des sanctions imposées par l'Onu à l'Irak après l'invasion du Koweït en 1990.